

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 20 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNTHESE ELEVAGE SARL

Rue Marie Curie
35137 Pleumeleuc

Références : UD35/2026-38
Code AIOT : 0005519070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement SYNTHESE ELEVAGE SARL implanté Rue Marie Curie 35137 Pleumeleuc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu lors de l'exercice POI du 17 juin 2024, organisé à l'initiative de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNTHESE ELEVAGE SARL
- Rue Marie Curie 35137 Pleumeleuc
- Code AIOT : 0005519070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SYNTHÈSE ÉLEVAGE exploite , sur la commune de Pleumeleuc, ZA du Bail, une installation de stockage de produits vétérinaires, à dominante « hygiène », régulièrement déclarée le 25/04/2016. Dans le cadre du développement de son activité, et de la création d'une nouvelle zone de stockage d'environ 690 m², d'un local destiné aux opérations de mélange d'environ 120 m², l'établissement a déposé un dossier de demande d'autorisation. Cette demande a fait l'objet d'un l'arrêté préfectoral n° 43 188-1 du 26 décembre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Sans objet
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49	Sans objet
8	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Sans objet
9	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI a mis en évidence des pistes d'amélioration sur le document POI et sur sa mise en oeuvre. Notamment l'intégration de la partie post-accidentelle avec la recherche d'éventuels polluants n'est pas décrite dans le POI actuel et doit faire l'objet d'un complément.

Le POI complété en ce sens a été transmis le 2 décembre 2024 à la DREAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Le POI de la société Synthèse Elevage a été rédigé le 01 mars 2024 et mis à jour les 31 mai 2024 et 6 décembre 2024 suites aux retours de l'exercice POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Le POI liste 3 scénarios dans le cadre de son évaluation des risques et définit un ensemble d'action à prendre pour maîtriser ces scénarios et en limiter les conséquences. Une précision pourrait être apportée sur le nom du scénario 1 en supprimant la notion de produits non dangereux car le scénario 1 est transposable dans les différentes cellules de stockage.
Observations : Une précision doit être apportée sur le nom du scénario 1 en supprimant la notion de produits non dangereux car le scénario 1 est transposable aux différentes cellules de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Le POI permet d'organiser correctement les équipes afin que le poste de commandement rassemble les informations à destination du directeur des opérations internes.
Observations : <ul style="list-style-type: none">- Le responsable d'exploitation doit communiquer les éléments pertinents liés au sinistre en cours au PC exploitant pour prise en compte et communication vers l'extérieur en toute sécurité.- Les éléments pertinents, en vue d'une éventuelle intervention des services de secours extérieurs, doivent être listés et communiqués (lieu précis du sinistre au sein du site, risque lié aux produits, victime éventuelle, quantité de produit présentes au sein de la cellule concernée notamment). Une amélioration pourrait être apportée pour les personnes équipées d'appareils respiratoires individuels qui ne permettent pas de communiquer avec les talkies walkies disponibles sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
Constats : Le personnel de l'entreprise a été formé sur les tâches à accomplir dans le cadre du POI, Toutefois des pistes d'amélioration sur l'attente liées à certaines missions sont à mettre en œuvre.
Observations : L'incapacité à communiquer lors du port des ARI par les équipes d'intervention ne doit pas pousser un responsable à les accompagner sans protection. - Une perte de temps importante a été constatée lors du déclenchement de l'alarme par le responsable d'exploitation face à l'automate de sécurité, une meilleure définition des attentes de son rôle permettrait de récupérer ce temps perdu. - L'usage des extincteurs n'a pas été mis en œuvre - Le rôle des équipiers équipés d'ARI n'est pas suffisamment défini, leur intervention n'a pas été pertinente et en situation risque de les mettre en danger. - Le désenfumage n'a pas été enclenché suffisamment tôt pour permettre l'évacuation en toute sécurité, l'intervention des équipiers de manière pertinente, l'absence d'accumulation de gaz imbrûlés en point haut et l'intervention des services de secours extérieur en sécurité. - L'usage des RIA n'a pas été défini.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Le POI définit correctement l'ensemble des mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, à l'exception du rôle du responsable d'exploitation cité au point 3. Des précisions sont attendues dans le POI sur le rôle du responsable d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats : Le POI doit décrire les dispositions mises en place pour guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.
Observations : <ul style="list-style-type: none">- Les points d'eau disponibles sont à communiquer aux services de secours extérieurs lors de leur arrivée.- Un plan définissant les risques liés aux produits stockés à l'aide de picto et la quantité de ces produits stockés permettrait une intervention efficace des services de secours extérieurs.- L'information des accès à la zone du sinistre est à communiquer.- L'information de l'état de fermeture des portes coupe-feu est à communiquer également.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks utilisé par l'exploitant ne permet pas d'extraire les éléments permettant une intervention des services de secours extérieurs.
Observations : Conformément au point 8, une modification des éléments à communiquer est nécessaire sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'état des matières stockées n'est disponible que via le logiciel d'ERP de la société Synthèse Elevage. Un état journalier des stocks sous un format exploitable pourrait être imprimé afin d'être mis plus facilement à disposition des services de secours conformément à l'observation du point 7.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : Lors de l'inspection, le POI de la société Synthèse Elevage n'intègre pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site. Il ne précise pas les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Observations : Le POI a été complété sur ce point, une contractualisation avec un bureau spécialisé sur le sujet a eu lieu afin de répondre à la prescription. Le POI mis à jour a été transmis à l'inspection le 2 décembre 2024 .
Type de suites proposées : Sans suite